



INSTRUCTION

N° 04-051-B3 du 24 septembre 2004

NOR : BUD R 04 00051 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

LOI n° 2003-775 DU 21 AOUT 2003
PORTANT RÉFORME DES RETRAITES.

ANALYSE

Modalités d'application de la réforme des retraites.

Date d'application : 01/01/2004

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; RÉFORME ; LIQUIDATION ; PAIEMENT ; PERSONNEL DE L'ÉTAT ; AYANT CAUSE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instructions n°s 63-097-B3 du 4 juillet 1963:§22 à 25 ; 65-010-B3 du 2 février 1965 :§ 38,63,64 ;
77-114-B3 du 12 septembre 1977 ; 78-160- B3 du 9 novembre 1978 ; 81-114-B3 du 28 juillet 1981 ;
82-086-B3 du 10 mai 1982 ; 83-051-B3 du 14 mars 1983 ; 99-078-B3 du 6 juillet 1999 ; 00-057-B3 du 3 juillet 2000

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	CPE										

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

SOMMAIRE

1. CONSTITUTION ET ÉTENDUE DU DROIT À PENSION CIVILE OU MILITAIRE DE RETRAITE DE L'ÉTAT	5
1.1. Éléments constitutifs du droit à pension	5
1.1.1. Services civils et militaires effectifs	5
1.1.2 Périodes non travaillées	5
1.2. Étendue du droit à pension : éléments admissibles en liquidation	6
1.2.1. Services civils et militaires effectifs	6
1.2.2. Bonifications	6
2. LIQUIDATION ET PAIEMENT DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE	7
2.1. Interaction entre la liquidation et la mise en paiement de la pension	7
2.2. Liquidation de la pension	8
2.2.1. Décompte des trimestres admissibles en liquidation	8
2.2.2. Pourcentage de rémunération des trimestres admis en liquidation	8
2.2.3. Notion de durée d'assurance et instauration d'un coefficient de minoration ou de majoration du pourcentage de rémunération	9
2.3. Montant de la pension	10
2.3.1. Comparaison du produit normal de liquidation et du minimum garanti	10
2.3.2. Évolution du montant	11
3. DROITS DES AYANTS CAUSE	14
3.1. Alignement des pensions de veuves et des pensions de veufs	14
3.2. Partage de la pension de reversion	14
3.3. Pensions exceptionnelles	15
4. RÉMUNÉRATION DE L'INVALIDITÉ DU FONCTIONNAIRE OU DU RETRAITÉ	16
4.1. Allocations temporaires d'invalidité	16
4.2. Rentes viagères d'invalidité	17
4.3. Majoration spéciale pour tierce personne	18
5. AUTRES DISPOSITIONS	18
5.1. Saisissabilité et cessibilité des pensions de retraite	18
5.2. Suppression de causes de suspension des pensions de retraite	19

5.3. Cumuls pension/rémunération et pension/pension.....	19
5.3.1. Cumul pension – rémunération	19
5.3.2. Cumul de deux pensions.....	20
5.3.3. Cumul de minimums garantis.....	20

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Durée des services requise de 2004 à 2008 pour obtenir une retraite à taux plein.....	21
ANNEXE N° 2 : Taux du coefficient de minoration de 2006 à 2020.....	22
ANNEXE N° 3 : Calcul du minimum garanti de 2004 à 2013	23

La loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites¹ a modifié le code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCMR) issu de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, en instaurant de nouvelles règles de concession, de liquidation et de paiement des pensions servies aux retraités de l'Etat et à leurs ayants cause.

La date d'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions est fixée au 1^{er} janvier 2004, sauf exceptions limitativement énumérées par le texte.

Les comptables se référeront à la *date de radiation des cadres* du pensionné pour connaître la réglementation applicable en matière de concession et de liquidation de la pension :

- *En cas de radiation des cadres antérieure au 1er janvier 2004*, les règles de concession et de liquidation posées par la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 demeurent valables, quelle que soit la date d'effet de la pension ;
- *En cas de radiation des cadres au 1er janvier 2004 ou à une date ultérieure*, les règles de concession et de liquidation issues de la loi du 21 août 2003 sont applicables.

Une dérogation est toutefois prévue pour les pensionnés réunissant au 31 décembre 2003 les conditions de service et/ou d'âge permettant le paiement immédiat de leur retraite, conformément aux articles L.24 et L.25 du CPCMR. En effet, la durée de services requise pour obtenir le pourcentage maximum de liquidation est celle en vigueur au jour où le droit au paiement immédiat de la pension s'est ouvert. Il leur suffit donc de réunir trente-sept annuités et demie au jour de leur départ en retraite, conformément à l'ancien article L.14 du code (exemple : fonctionnaire radié des cadres en 2006 réunissant quinze ans de service et âgé de soixante ans au 31 décembre 2003 ; femme fonctionnaire radiée des cadres en 2015, mère de trois enfants au 31 décembre 2003 et ayant effectué à cette même date au moins quinze ans de services).

Un code A « ancien code » ou N « nouveau code » sera inscrit dans le fichier informatique SA, en partie 00, de l'ensemble des pensions de retraite gérées par l'application PEZ, afin de préciser aux comptables la réglementation qui leur est applicable.

Les nouvelles règles de paiement des pensions inscrites à l'article L.16 du CPCMR s'appliquent pour leur part le 1^{er} janvier 2004 à toutes les pensions de retraite en paiement, quelle que soit leur date d'effet.

Afin d'assurer la mise en œuvre des dispositions issues de la loi portant réforme des retraites, la présente instruction a pour objet d'informer les comptables des nouveaux principes qui régissent :

- la constitution et l'étendue du droit à pension civile ou militaire de retraite ;
- la liquidation et le paiement des pensions de retraite ;
- les droits des ayants cause ;
- la rémunération de l'invalidité du fonctionnaire ou du retraité.

Elle sera complétée dès lors qu'auront été publiés les derniers textes législatifs et réglementaires générés par la loi ou précisant ses modalités d'application.

¹ Journal Officiel du 22 août 2003, p.14310 et s.

1. CONSTITUTION ET ÉTENDUE DU DROIT À PENSION CIVILE OU MILITAIRE DE RETRAITE DE L'ÉTAT

1.1. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU DROIT À PENSION

1.1.1. Services civils et militaires effectifs

Hormis le cas des fonctionnaires radiés des cadres pour invalidité, dont le droit est ouvert sans condition de durée, le droit à une pension civile ou militaire de retraite de l'Etat demeure soumis à l'accomplissement d'au moins 15 ans de services civils et militaires effectifs.

Les services retenus pour la constitution du droit à pension sont énumérés au nouvel article L.5 du CPCMR. Il s'agit essentiellement :

- *des services militaires et des services civils accomplis par les fonctionnaires titulaires et stagiaires*, étant précisé que les périodes effectuées à temps partiel sont retenues pour la totalité de leur durée.

A compter du 1^{er} janvier 2004, les services accomplis par le fonctionnaire après sa limite d'âge ou dans le cadre d'un maintien en fonction sont pris en compte dans la constitution de son droit à pension, dans la limite du nombre de trimestres requis pour obtenir une pension à taux plein et pour dix trimestres au plus s'agissant des services effectués après la limite d'âge.

- *des services accomplis par les magistrats de l'ordre judiciaire ;*
- *des services d'auxiliaire, de temporaire, d'aide ou de contractuel, après validation desdits services.*

Toute demande de validation de services doit être effectuée dans un délai de 2 ans à compter de la date de titularisation et porter obligatoirement sur la totalité des services accomplis par l'intéressé. Ce dernier disposera d'un an à compter de la notification de la validation pour l'accepter ou la refuser, l'absence de réponse dans ce délai équivalant à un refus.

Les agents titularisés avant le 1^{er} janvier 2004 pourront demander la validation de leurs services jusqu'au 31 décembre 2008, préalablement à leur radiation des cadres.

Bien évidemment, cette validation demeure subordonnée au versement rétroactif des retenues légales pour pension.

Les retenues restant dues au jour de la mise en paiement de la retraite continueront d'être précomptées par le comptable assignataire de la pension sur les premiers arrérages de celle-ci, dans la limite du cinquième de leur montant².

Toutefois, compte tenu des nouveaux délais fixés par le législateur, ces retenues ont vocation d'ici quelques années à être totalement recouvrées sur le traitement ou la solde du fonctionnaire. Les prélèvements sur la pension devraient ainsi être limités.

1.1.2 Périodes non travaillées

Les périodes passées dans une position statutaire ne comportant pas l'accomplissement de services effectifs ne peuvent être prises en compte dans la constitution du droit à pension.

Par exception, la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 permet de retenir certaines périodes non travaillées en plus des années de services effectifs pour apprécier si les 15 ans de services sont réunis.

² Cf. instruction n° 87-23 B3 du 13 février 1987.

Il est ainsi tenu compte :

- des périodes d'interruption ou de réduction d'activité pour congé parental, pour congé de présence parentale, pour temps partiel en vue d'élever un enfant ou pour disponibilité en vue d'élever un enfant de moins de huit ans, sous réserve que l'enfant soit né ou adopté après le 31 décembre 2003, et dans la limite de 3 ans par enfant ;
- des périodes d'études accomplies dans certains établissements, écoles et classes, pour douze trimestres au plus, sous réserve de l'obtention du diplôme y afférant et du versement des cotisations requises.

Ces dernières sont calculées à partir de différents critères, tels que l'âge à la date de la demande et l'option de rachat³.

Il est à noter, en effet, qu'en fonction du choix de l'intéressé, les périodes d'études peuvent être rachetées uniquement pour la constitution du droit à pension, sans ouvrir droit à un supplément de liquidation, uniquement pour la liquidation ou à la fois pour la constitution du droit et la liquidation.

1.2. ÉTENDUE DU DROIT À PENSION : ÉLÉMENTS ADMISSIBLES EN LIQUIDATION

1.2.1. Services civils et militaires effectifs

Les services effectifs retenus pour la constitution du droit à pension servent également à fixer le périmètre de ce droit, en vue de la liquidation de la pension. Les périodes d'interruption d'activité pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1^{er} janvier 2004 sont prises en compte gratuitement en liquidation, par assimilation à des services effectifs. De même, les trimestres d'études rachetés au titre de l'article L 13 avec ou sans prise en compte dans la durée d'assurance, sont pris en considération pour la reconnaissance du droit à pension et en liquidation.

Exemple :

au jour de sa radiation des cadres, un fonctionnaire réunit 11 ans de services effectifs, entrecoupés d'un congé parental de 3 ans pour un enfant né en 2004 ; il a racheté une première année d'études au titre de l'article L 13 et une deuxième année au titre du I ou du II de l'article L 14 (option 2 de l'article L 9 bis), c'est-à-dire uniquement pour augmenter la durée d'assurance.

- Examen du droit à pension : 11 ans + 3 ans + 1 an = 15 ans : le droit à pension est ouvert.
- Étendue du droit à pension : 11 ans + 3 ans + 1 an = 15 ans.

1.2.2. Bonifications

La loi portant réforme des retraites maintient le droit du fonctionnaire à d'éventuelles bonifications dès lors qu'il réunit les conditions pour en bénéficier. Ces bonifications, exprimées sous forme de trimestres supplémentaires, s'ajoutent aux services effectivement accomplis pour déterminer l'étendue du droit à pension.

Peuvent ainsi être accordés :

- une bonification de dépaysement pour services civils rendus hors d'Europe ;
- une bonification d'un an pour chaque enfant né ou adopté avant le 1^{er} janvier 2004, et *sous réserve* qu'il ait été élevé pendant neuf ans au moins avant son vingt et unième anniversaire et que le fonctionnaire civil ou militaire ait interrompu son activité pendant au moins deux mois dans le cadre d'un congé pour maternité, d'un congé pour adoption, d'un congé parental, d'un congé de présence parentale ou d'une disponibilité pour élever un enfant de moins de huit ans, pour chacun des autres enfants énumérés au II de l'article L 18 dont la prise en charge a débuté avant le 1^{er} janvier 2004.

³ Cf. décret n° 2003-1310 du 26 décembre 2003, publié au J.O du 30 décembre 2003, p. 22499.

Cette bonification ne peut donc, sauf cas particuliers, être accordée lorsque la naissance de l'enfant est intervenue avant le recrutement dans la fonction publique. Elle est cependant acquise aux femmes ayant accouché pendant leurs années d'études, dès lors qu'elles ont été recrutées dans les deux ans de l'obtention du diplôme nécessaire pour se présenter au concours.

Il est à noter que cette disposition est applicable aux pensions liquidées à compter du 28 mai 2003.

- des bénéfices de campagne dans le cas de services militaires ;
- une bonification pour l'exécution d'un service aérien ou sous-marin commandé ;
- une bonification aux professeurs d'enseignement technique au titre du stage professionnel exigé pour pouvoir se présenter au concours par lequel ils ont été recrutés ;
- une bonification du cinquième du temps de service accompli pour les militaires, dans la limite de cinq annuités, dès lors qu'ils ont au moins quinze ans de services militaires effectifs ou qu'ils ont été radiés des cadres pour invalidité ;
- une bonification du cinquième du temps de service accompli pour les policiers (loi n° 57-444 du 8 avril 1957) pour les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (loi n° 89-1007 du 31 décembre 1989) pour les fonctionnaires de l'administration pénitentiaire (loi n° 96-452 du 28 mai 1996, article 24) et pour les douaniers (loi n° 2003-1312 du 30 décembre 2003, article 93), dans la limite de 20 trimestres et sous certaines conditions d'âge et de service.

La nature et la durée des bonifications octroyées au retraité sont mentionnées sur le titre de pension transmis au comptable assignataire de la retraite.

2. LIQUIDATION ET PAIEMENT DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

2.1. INTERACTION ENTRE LA LIQUIDATION ET LA MISE EN PAIEMENT DE LA PENSION

La loi portant réforme des retraites supprime les notions de jouissance immédiate et de jouissance différée inscrites jusqu'alors dans les articles L.24 et L.25 du CPCMR, en précisant que la liquidation de la pension n'est plus effectuée au moment de la radiation des cadres mais au jour où le pensionné peut prétendre au paiement immédiat de son avantage.

Or, tel est le cas lorsque le droit à pension est ouvert et que :

- le fonctionnaire est radié des cadres par limite d'âge ou qu'il atteint un âge minimum, fixé à 55 ou 60 ans pour un civil, 50 ans pour un militaire officier réunissant moins de 25 ans de services ;
- le fonctionnaire est un militaire non officier ou un militaire officier réunissant 25 ans de services ;
- le fonctionnaire est mis à la retraite pour invalidité et n'a pu être reclassé dans un emploi compatible avec son état de santé ;
- le fonctionnaire est une femme mère de 3 enfants vivants ou d'un enfant atteint d'une invalidité au moins égale à 80 % ;
- le fonctionnaire ou son conjoint est atteint d'une infirmité ou d'une maladie incurable le mettant dans l'impossibilité d'exercer une profession quelconque.

Ainsi, dès lors que le fonctionnaire a acquis son droit à pension mais que l'une ou l'autre des conditions précitées n'est pas remplie, la liquidation de sa retraite est différée jusqu'au jour où l'événement requis interviendra (âge, durée de services,...).

Les règles de liquidation applicables seront alors celles en vigueur au jour de la liquidation effective de la pension, et non celles existant à la date de radiation des cadres de l'intéressé.

Les comptables assignataires des pensions de retraite ne recevront donc plus du service des pensions que des titres à mettre en paiement à très proche échéance de leur date d'effet, indépendamment de la date effective à laquelle le titulaire aura été radié des cadres.

Il est précisé que les pensions à jouissance différée concédées avant le 1^{er} janvier 2004 et comportant une date d'effet postérieure au 1^{er} janvier 2004 n'entrent pas dans le champ de la nouvelle loi. Les comptables continueront donc de les mettre en paiement comme par le passé, au fur et à mesure de leur date d'effet.

2.2. LIQUIDATION DE LA PENSION

2.2.1. Décompte des trimestres admissibles en liquidation

Les périodes pendant lesquelles des services civils et militaires ont été effectués sont regroupées, pour déterminer une durée totale de services.

Cette durée est exprimée en trimestres, toute fraction de trimestre égale ou supérieure à 45 jours étant comptée pour un trimestre tandis que la fraction de trimestre inférieure à 45 jours est négligée.

Il est rappelé qu'en principe, seuls les services effectivement accomplis par le fonctionnaire sont retenus en liquidation (cf. supra 1.2.1).

Ainsi, une période de réduction d'activité pour temps partiel n'est prise en compte que pour la fraction effectivement travaillée par l'agent.

Toutefois, en application de la loi portant réforme des retraites, les périodes de travail à temps partiel effectuées à compter du 1^{er} janvier 2004 peuvent être décomptées comme des périodes de travail à temps plein dès lors que l'intéressé s'acquitte d'une retenue pour pension spécifique, dont le taux est fixé par décret. Cette option permet à l'agent d'obtenir au plus quatre trimestres supplémentaires, huit trimestres s'il est handicapé.

Le titre de pension transmis au comptable fait mention de ce rachat.

Les bonifications permettent de majorer la durée afférente aux services, pour un nombre de trimestres déterminé conformément aux dispositions prévues aux articles R.10 et suivants du code.

2.2.2. Pourcentage de rémunération des trimestres admis en liquidation

Le nouvel article L.13 du CPCMR fixe à 160 le nombre de trimestres de services et de bonifications nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein, égale à 75 % du traitement afférent au dernier indice détenu par l'agent depuis au moins six mois au moment de la cessation des services valables pour la retraite.

Cette durée ne sera toutefois effective qu'à compter du 1^{er} janvier 2008, le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir le pourcentage maximum de pension passant progressivement de 152 à 160 trimestres au cours d'une période transitoire courant de 2004 à 2008 (cf. annexe 1).

Le pourcentage de rémunération reconnu au fonctionnaire civil ou militaire est déterminé en divisant le nombre de trimestres admis au titre de ses services et bonifications par le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein à la date où s'ouvre le droit au paiement immédiat de sa pension, multiplié par 75 %.

Exemple : un fonctionnaire civil réunit 138 trimestres de services effectifs au jour de sa radiation des cadres, à 65 ans, en 2008. Le pourcentage de pension attribué est égal à $(138/160) \times 75 \%$, soit 64,6875 arrondi à 64,688 %.

Le pourcentage ainsi reconnu peut être majoré du fait des bonifications de l'article L 12, pour atteindre au maximum 80 %. Les autres bonifications, notamment celles du cinquième, ne s'appliquent que dans la limite de 75 %.

2.2.3. Notion de durée d'assurance et instauration d'un coefficient de minoration ou de majoration du pourcentage de rémunération

La loi portant réforme des retraites introduit dans le code des pensions civiles et militaires de retraite la notion de durée d'assurance, qui influe sur le pourcentage de rémunération final accordé au pensionné.

Cette durée est égale au total des services et bonifications admissibles en liquidation au titre du CPCMR et de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes validées dans les autres régimes de retraite de base obligatoires.

Elle est majorée de 2 trimestres pour chacun des enfants nés à compter du 1^{er} janvier 2004 d'une femme fonctionnaire ou militaire ayant accouché postérieurement à son recrutement, de 4 trimestres au plus pour les fonctionnaires ayant élevé un enfant handicapé de moins de vingt ans à leur domicile, de 12 trimestres au plus suite à un rachat spécifique des années d'études.

Cette durée d'assurance tous régimes confondus doit être comparée à la durée nécessaire pour obtenir le pourcentage maximum de pension au jour d'ouverture du droit au paiement immédiat de la pension.

- *Lorsqu'elle est inférieure*, le pourcentage de rémunération accordé au fonctionnaire au vu de ses services et bonifications doit être minoré. Cette minoration est égale à 1,25 % par trimestre manquant par rapport à la limite d'âge de l'agent ou au nombre de trimestres requis pour obtenir le taux maximum de pension, selon ce qui est le plus favorable au pensionné, dans la limite de 20 trimestres.

L'entrée en vigueur de cette minoration, appelée « décote », est fixée par le législateur au 1^{er} janvier 2006, avec un coefficient de minoration qui sera porté progressivement de 0,125 % par trimestre manquant en 2006 à 1,25 % par trimestre manquant en 2020 (cf. annexe 2).

Exemple :

un fonctionnaire part à la retraite en 2006, à 60 ans et en réunissant 146 trimestres admissibles en liquidation et 148 trimestres d'assurance tous régimes confondus.

Le pourcentage attribué au titre des services est égal à $146/156 \times 75 \%$, soit 70,192 % ;

Ne réunissant pas 156 trimestres en durée d'assurance, ce pourcentage doit être minoré. Or, en 2006 le coefficient de minoration est égal à 0,125 % par trimestre manquant avec annulation à la limite d'âge moins 16 trimestres, soit à 61 ans ;

Le pourcentage de décote est donc égal à $0,125 \% \times 4 = 0,5 \%$

Le pourcentage de rémunération final est égal à $70,192 \% \times 0,995^4 = 69,841 \%$

Il est précisé aux comptables que le coefficient de minoration ne s'applique pas aux fonctionnaires atteints par la limite d'âge ou mis à la retraite pour invalidité, aux fonctionnaires handicapés atteints d'une incapacité permanente égale ou supérieure à 80 %, ni aux titulaires d'une pension de réversion suite au décès en activité du fonctionnaire.

⁴ 1-0,5 %

En outre, des dispositions spécifiques sont prévues pour les militaires.

- *Lorsqu'elle est supérieure* et que l'intéressé a atteint l'âge de soixante ans, le pourcentage de pension doit être majoré. Cette majoration est égale à 0,75 % par trimestre effectué après le 1^{er} janvier 2004 au-delà du nombre de trimestres requis pour obtenir le pourcentage maximum de pension l'année où s'ouvre le droit au paiement immédiat de la pension et au-delà de l'âge de soixante ans, dans la limite de 20 trimestres.

Contrairement à la décote, l'entrée en vigueur de la majoration, appelée « surcote », intervient dès le 1^{er} janvier 2004.

Exemple :

un fonctionnaire est radié des cadres le 30 juin 2004, après avoir eu 60 ans le 1^{er} janvier, en réunissant 152 trimestres admissibles en liquidation (136 au titre des services et 16 au titre des bonifications) et 158 trimestres d'assurance tous régimes confondus.

Le pourcentage attribué au titre des services et bonifications est égal à $136/152 \times 75 \%$, soit 82,89 % limité à 80 % ;

Ce pourcentage doit être majoré car 2 trimestres ont été accomplis après 60 ans et après le 1^{er} janvier 2004 ;

Le pourcentage de surcote est égal à $0,75 \% \times 2 = 1,5 \%$

Le pourcentage de rémunération final est égal à $80 \% \times 1,015^5 = 81,20 \%$

Il est à noter que pour apprécier le droit à une décote ou à une surcote, tout jour de travail effectué en plus ou en moins doit être compté pour un trimestre entier.

Le titre de pension adressé au comptable assignataire mentionnera l'existence d'une décote ou d'une surcote, le pourcentage affectant à la hausse ou à la baisse le pourcentage de rémunération fixé au vu des services et bonifications du titulaire, ainsi que le pourcentage final de rémunération accordé au pensionné.

2.3. MONTANT DE LA PENSION

2.3.1. Comparaison du produit normal de liquidation et du minimum garanti

Le montant du principal de la pension est calculé en multipliant le pourcentage de rémunération déterminé dans les conditions précitées par le traitement ou la solde afférent à l'indice correspondant à l'emploi, grade, classe et échelon effectivement détenu depuis au moins six mois par le fonctionnaire civil ou militaire au moment de la cessation des services valables pour la retraite.

La durée minimale de six mois n'est pas exigée en cas de décès du fonctionnaire ou de mise à la retraite pour invalidité résultant de l'exercice des fonctions.

Les comptables se référeront au barème de la fonction publique en vigueur au jour de la radiation des cadres du fonctionnaire civil ou militaire pour connaître le traitement ou la solde correspondant à l'indice majoré porté sur le titre de pension.

Le résultat ainsi obtenu doit être comparé avec le minimum garanti prévu au nouvel article L.17 du CPCR et, éventuellement, avec la garantie invalidité prévue par l'article L.30 ou L.35⁶, afin de payer à l'intéressé le montant le plus avantageux.

⁵ $1+1,5 \%$

⁶ Lorsque le fonctionnaire civil ou militaire est atteint d'une invalidité d'un taux au moins égal à 60 %, le montant de sa pension ne peut être inférieur à 50 % des émoluments de base.

Il est à noter que cette comparaison intervient à titre définitif au moment de la liquidation de la pension, sans pouvoir être revue ultérieurement.

Aux termes du nouvel article L.17 du CPCMR, le montant du minimum garanti est égal au traitement afférent à l'indice majoré 227 au 1^{er} janvier 2004, revalorisé dans les conditions prévues à l'article L.16 du CPCMR, lorsque l'agent réunit au moins 40 années de services.

Pour une durée de services inférieure à 40 ans, il n'est accordée qu'une fraction de ce montant, déterminée comme suit :

- *moins de 15 ans de services* : 1/15^e de 57,5 % par année de services effectifs ;
- *15 ans de services* : 57,5 % ;
- *de 15 à 30 ans de services* : 57,5 % + 2,5 % par année supplémentaire de 15 à 30 ans ;
- *de 30 à 40 ans de services* : 95 % + 0,5 % par année supplémentaire de 30 à 40 ans.

Exemple :

le minimum garanti dû à un fonctionnaire civil réunissant 23 ans de services effectifs est égal à 77,5 % de la somme correspondant à 11 975,57 € majorés des revalorisations retraites intervenues à compter du 1^{er} janvier 2005.

Toutefois, la référence à la valeur de l'indice majoré 227 n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} janvier 2013, un dispositif progressif transitoire ayant été mis en place par le législateur pour la période courant du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2012, avec un indice « minimum garanti » passant graduellement de l'indice majoré 217 à l'indice majoré 227 (cf. annexe 3).

Il est précisé que la revalorisation de 1,5 % prévue pour l'année 2004, avec effet au 1^{er} janvier 2004, ne s'applique pas à l'indice de référence du minimum garanti.

Ainsi, pour connaître le montant de ce dernier à une date donnée, il convient de reprendre sa valeur au 1^{er} janvier 2004, quelle que soit la date de radiation des cadres de l'intéressé et de le majorer des revalorisations retraite ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2005.

2.3.2. Évolution du montant

Le montant de la pension évolue dans les conditions prévues au nouvel article L.16 du CPCMR.

Aux termes de ce texte, les pensions de retraite sont revalorisées au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'année concernée et avec ajustement éventuel lorsque l'évolution constatée pour l'année écoulée est différente de celle initialement prévue.

Le pourcentage d'augmentation est fixé par décret en Conseil d'Etat et s'applique à toutes les pensions de retraite dont la date d'effet est fixée au plus tard au 1^{er} janvier de l'année considérée (les retraites prenant effet à compter du 2 janvier ne seront donc revalorisées qu'au 1^{er} janvier de l'année suivante).

L'indexation des pensions civiles et militaires de retraite sur les traitements de la fonction publique est dès lors totalement supprimée, la référence au barème des traitements de la fonction publique n'intervenant qu'aux fins de liquidation de la pension, pour connaître le traitement ou la solde afférent à l'indice détenu depuis au moins six mois par le fonctionnaire retraité au jour de sa radiation des cadres.

De même, les revalorisations statutaires octroyées aux personnels en activité à compter du 1^{er} janvier 2004 ne bénéficient plus aux retraités.

Le nouvel article L.16 concerne toutes les pensions de retraite en paiement, que leur date d'effet soit antérieure ou postérieure au 1^{er} janvier 2004.

Aussi, s'agissant des pensions dont la date d'effet est antérieure au 1^{er} janvier 2004, il appartient aux comptables d'en geler le montant sur la somme atteinte au 31 décembre 2003, tant pour le principal que pour les accessoires, et de le majorer au 1^{er} janvier 2004 et à chaque 1^{er} janvier suivant du pourcentage d'augmentation fixé par décret.

Les pensions à jouissance différée concédées avant le 1^{er} janvier 2004 avec une date d'effet postérieure au 1^{er} janvier 2004 seront mises en paiement sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date du 31 décembre 2003, majoré des revalorisations retraites intervenues à compter du 1^{er} janvier 2004 (exemple : une pension concédée en mai 2001 et dont la date d'effet est fixée au 1^{er} juillet 2007 sera mise en paiement sur la base du traitement en vigueur au 31 décembre 2003 majoré des revalorisations du 1^{er} janvier 2004, du 1^{er} janvier 2005, du 1^{er} janvier 2006 et du 1^{er} janvier 2007).

Les pensions dont la date d'effet est fixée au 1^{er} janvier 2004 doivent pour leur part être mises en paiement sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date de radiation des cadres de l'intéressé, majoré de l'augmentation fixée pour l'année 2004. Ce montant sera revalorisé tous les 1^{er} janvier suivants du pourcentage d'augmentation fixé par décret.

Les pensions dont la date d'effet est postérieure au 1^{er} janvier 2004 ne bénéficient pas de la revalorisation prévue au titre de 2004. Elles seront mises en paiement sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date de radiation des cadres de l'intéressé, puis revalorisées tous les 1^{er} janvier suivants.

Tel est le cas que la pension soit concédée en application de l'article L.24 (liquidation immédiate à la radiation des cadres) ou de l'article L.25 (liquidation différée).

Ainsi, les pensions concédées en application de l'article L.25 sont mises en paiement sur la base du montant correspondant au traitement ou à la solde au jour de la radiation des cadres, majoré des revalorisations retraite intervenues tous les 1^{er} janvier se situant entre le jour de la radiation des cadres et la date d'effet de la pension.

Exemple :

radiation des cadres en février 2004 avec une pension prenant effet au 1^{er} juillet 2007.

Le traitement afférent à l'indice de liquidation est égal à 30 000 €/an au 1^{er} février 2004.

Le pourcentage de liquidation final est égal à 60 %.

Les revalorisations retraite intervenues depuis la radiation des cadres sont de 1,2 % au 1^{er} janvier 2005, 2,2 % au 1^{er} janvier 2006 et 1,5 % au 1^{er} janvier 2007.

Le titre de pension est liquidé début 2007.

Le montant dû lors de la mise en paiement de la pension, à l'échéance du 06 août 2007, est calculé comme suit :

$$30\,000 \times 60\% = 18\,000 \text{ €}$$

$$18\,000 + 1,2\% = 18\,216 \text{ €}$$

$$18\,216 + 2,2\% = 18\,616,75 \text{ €}$$

$18\,616,75 + 1,5\% = 18\,896\text{ € annuels.}$

Soit un paiement mensuel de 1 574,66 € jusqu'au 1^{er} janvier 2008, date d'effet de la prochaine revalorisation des retraites de l'Etat.

Les comptables trouveront ci-après quelques exemples illustrant les principes énoncés ci-dessus, étant précisé qu'une revalorisation de 1,5 % a été accordée au 1^{er} janvier 2004 au titre du nouvel article L.16⁷ et qu'une majoration des traitements de la fonction publique de 0,5 % a pris effet à la même date :

- Pension concédée par arrêté du 8 février 2003 avec une radiation des cadres au 28 février 2003 et une date d'effet fixée au 1^{er} mars 2003 (pension du stock) :

A l'échéance du 6 février 2004, il convient de payer la pension sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date du 31 décembre 2003, majoré de 1,5 %.

- Pension concédée par arrêté du 12 décembre 2003 avec une radiation des cadres au 31 décembre 2003 et une date d'effet au 1^{er} janvier 2004, mise en paiement à l'échéance du 6 février 2004 :

Il convient de mettre la pension en paiement sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date du 31 décembre 2003, majoré de 1,5 %.

- Pension concédée par arrêté du 23 juillet 2004 avec une radiation des cadres en décembre 2003 et une date d'effet au 1^{er} janvier 2004, mise en paiement à l'échéance du 6 septembre 2004 :

Il convient de mettre la pension en paiement sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date du 31 décembre 2003, majoré de 1,5 %.

- Pension concédée par arrêté du 12 décembre 2003 avec une radiation des cadres au 1^{er} janvier 2004 et une date d'effet au 2 janvier 2004, mise en paiement à l'échéance du 6 février 2004 :

Il convient de mettre la pension en paiement sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date du 1^{er} janvier 2004 (application du nouveau barème en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2004, prenant acte de la revalorisation de 0,5 % des traitements de la fonction publique). Le montant ainsi déterminé sera revalorisé au 1^{er} janvier 2005.

- Pension concédée par arrêté du 12 janvier 2004 avec une radiation des cadres au 1^{er} janvier 2004 et une date d'effet au 1^{er} janvier 2004, mise en paiement à l'échéance du 6 mars 2004 :

Il convient de mettre la pension en paiement sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date du 1^{er} janvier 2004 (application du nouveau barème en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2004, prenant acte de la revalorisation de 0,5 % des traitements de la fonction publique), majoré de 1,5 %.

- Pension concédée par arrêté du 6 mars 2004 avec une radiation des cadres au 31 mars 2004 et une date d'effet au 1^{er} avril 2004, mise en paiement à l'échéance du 6 mai 2004 :

Il convient de mettre la pension en paiement sur la base du traitement afférent à l'indice de liquidation à la date du 31 mars 2004. Le montant ainsi déterminé sera revalorisé au 1^{er} janvier 2005.

⁷ Décret n° 2003-1304 du 26 décembre 2003, J.O du 30 décembre 2003, p.22473.

3. DROITS DES AYANTS CAUSE

3.1. ALIGNEMENT DES PENSIONS DE VEUVES ET DES PENSIONS DE VEUFS

La loi portant réforme des retraites aligne les droits des veufs et ex-conjoints masculins de femmes fonctionnaires sur ceux des veuves, en supprimant toute disposition leur réservant un régime dérogatoire.

Les notions de pension de veuf et de pension de veuve inscrites jusqu'alors dans le code sont remplacées par le terme générique de « pension de réversion », attribuable aux conjoints du fonctionnaire décédé.

Les veufs obtiennent ainsi le droit au paiement immédiat de leur pension de réversion suite au décès de leur femme ou ex-conjointe, quel que soit leur âge et par priorité sur les orphelins de moins de vingt-et-un ans ou infirmes.

Le montant qui leur est dû ne fait l'objet d'aucun plafonnement.

Il est précisé aux comptables que les pensions de veufs concédées avant le 1^{er} janvier 2004 demeurent soumises à l'ancienne réglementation. Il convient donc de ne pas les mettre en paiement lorsque leur date d'effet est différée au soixantième anniversaire du pensionné, et lorsqu'une pension de veuf en paiement est plafonnée à 37,5 % du traitement afférent à l'indice brut 550, de maintenir ce plafonnement.

Le service des pensions pourra toutefois être amené à réviser certains titres concédés avant l'entrée en vigueur de la loi portant réforme des retraites, afin d'accorder aux titulaires le bénéfice de la nouvelle réglementation, dès lors que ces derniers en auront fait la demande et que celle-ci aura été effectuée dans le délai d'un an à compter de la notification du précédent titre.

Les comptables seront alors destinataires d'un nouveau titre de pension et, dans l'hypothèse où des orphelins percevaient la pension de réversion prioritairement au veuf, de titres révisant la situation de ces derniers. Il sera fait mention de l'existence de pension(s) d'orphelin sur le titre du veuf qui, en outre, comportera la formule "*A payer sous déduction des sommes perçues au titre de la (des) pension(s) n° ...*".

Le droit des veufs au complément de pension dit « complément Palméro », prévu à l'article L.38 alinéa 3 du CPCMR, est également ouvert à compter du 1^{er} janvier 2004 dès lors que les conditions prévues par les articles D.19-1 à D.19-6 du code sont réunies.

Ce complément pourra être attribué quelle que soit la date à laquelle la pension de veuf a été concédée, sans que le paiement du Palméro ne puisse toutefois être antérieur au 1^{er} janvier 2004.

Les comptables procéderont à l'examen des droits dans les mêmes conditions que pour les veuves⁸.

3.2. PARTAGE DE LA PENSION DE REVERSION

Aux termes de l'article L.45 du CPCMR, lorsque, au décès du fonctionnaire, il existe plusieurs conjoints, divorcés ou survivants, réunissant les conditions requises pour avoir droit à la pension de réversion, celle-ci est partagée entre eux au prorata de la durée respective de chaque mariage.

A compter du 1^{er} janvier 2004, la part du conjoint qui décède revient, le cas échéant, aux orphelins de moins de 21 ans issus de son union avec l'ayant droit. En l'absence d'orphelin, cette part ne peut en aucun cas bénéficier aux autres conjoints et est par conséquent perdue.

⁸ Cf. instructions n° 81-114 B3 du 28 juillet 1981 et n° 82-86 B3 du 10 mai 1982.

Cette nouvelle disposition s'applique aux décès d'ayants cause postérieurs au 31 décembre 2003, quelle que soit la date de concession de la pension de l'ayant droit ou du décès de ce dernier.

3.3. PENSIONS EXCEPTIONNELLES

La loi portant réforme des retraites regroupe en un article unique du code, l'article L.50, l'ensemble des régimes d'indemnisation permettant d'attribuer des pensions de réversion dans des conditions dérogatoires au droit commun aux ayants cause de certaines catégories de fonctionnaires.

Ces régimes spécifiques résultaient jusqu'alors de l'article L.37 bis du CPCMR, de l'article 28 de la loi n° 82-1152 du 30 décembre 1982, de l'article 33 de la loi n° 87-1061 du 30 décembre 1987, de l'article 68 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993, des articles 22 et 29 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 et de l'article 41 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002⁹.

La codification s'est accompagnée de quelques modifications des garanties précédemment accordées.

Ainsi, l'article L.50 I reprend les dispositions de l'ancien article L.37 bis du CPCMR, abrogé par la loi du 21 août 2003, qui garantit un minimum de pension de réversion à la veuve d'un *fonctionnaire civil ou militaire décédé suite à un attentat, à une lutte dans l'exercice de ses fonctions, ou à un acte de dévouement dans un intérêt public ou pour sauver la vie d'une ou plusieurs personnes*.

Cette garantie est étendue aux veufs et aux ex-conjoints du fonctionnaire décédé, de manière à ce que le total de la réversion, rente viagère d'invalidité ou pension militaire d'invalidité incluse, ne soit pas inférieur à un montant correspondant au traitement afférent à l'indice majoré 227 au 1er janvier 2004, revalorisé dans les conditions prévues au nouvel article L.16.

En revanche, elle est supprimée pour les pensions temporaires d'orphelin.

La revalorisation de 1,5 % décrétée pour l'année 2004, avec effet au 1^{er} janvier 2004, ne s'applique pas à l'indice de référence de la garantie.

Aussi, pour déterminer le montant garanti au titre d'une année donnée, les comptables se référeront au traitement afférent à l'indice majoré 227 au 1^{er} janvier 2004, soit 11 975,57 €, qu'ils majoreront des revalorisations successives intervenues à compter du 1^{er} janvier 2005.

L'article L.50 II regroupe quant à lui les régimes d'indemnisation permettant d'élever le total des pensions attribuables aux conjoints survivants et aux orphelins de certains fonctionnaires décédés dans des circonstances particulières au montant de la pension et de la rente viagère d'invalidité ou de la pension militaire d'invalidité dont ces derniers auraient pu bénéficier.

Bénéficient de cette garantie les ayants cause des :

- *fonctionnaires des douanes de la branche de surveillance tués au cours d'une opération douanière ;*
- *fonctionnaires de la police nationale tués au cours d'une opération de police ou décédés en service et cités à l'ordre de la Nation ;*
- *militaires de la gendarmerie nationale tués au cours d'une opération de police ou décédés en service et cités à l'ordre de la Nation ou à l'ordre de la gendarmerie ;*
- *fonctionnaires appartenant au personnel de l'administration pénitentiaire décédés à la suite d'un acte de violence dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ;*

⁹ Cf. instruction n° 99-078-B3 du 6 juillet 1999.

- *sapeurs pompiers de la brigade des sapeurs pompiers de Paris ou du bataillon des marins pompiers de Marseille tués dans l'exercice de leurs fonctions et cités à l'ordre de la Nation ;*
- *agents d'exploitation ou chefs d'équipe des travaux publics de l'Etat tués en service dans le cadre d'une intervention sur voirie circulée ;*
- *contrôleurs des transports terrestres tués en service dans le cadre de l'exercice de leurs missions de contrôle sur route ;*
- *inspecteurs ou contrôleurs des affaires maritimes ou syndics des gens de mer de la spécialité navigation et sécurité tués en service au cours d'une mission de contrôle ou de surveillance.*

Les comptables se rapporteront en la matière aux dispositions figurant au titre 1 de l'instruction n° 99-078 B3 du 6 juillet 1999, étant précisé que les veufs des fonctionnaires décédés à compter du 31 décembre 2003 bénéficient désormais des mêmes garanties que les veuves.

L'article L.50 III, qui accorde le régime de garantie le plus étendu, concerne pour sa part les ayants cause de fonctionnaires civils ou militaires tués dans un attentat alors qu'ils se trouvaient en service sur le territoire national ou à l'étranger ou au cours d'une opération militaire, alors qu'ils se trouvaient en service ou en mission à l'étranger.

Le total des pensions attribuables aux conjoints survivants et aux orphelins du fonctionnaire décédé est élevé à 100 % du traitement ou de la solde de base détenu par ce dernier au jour de son décès.

Lorsque le montant cumulé des pensions accordées aux ayants cause est inférieur au traitement ou à la solde de base détenu par le fonctionnaire décédé, la garantie prévue par le texte s'applique et le total des pensions doit être élevé au montant de ces émoluments de base. Le service des pensions détermine alors le pourcentage du traitement ou de la solde de base à servir à chacun des intéressés. A cet effet, une lettre et un tableau de comparaison sont annexés au dossier de pension transmis au comptable assignataire.

Il est rappelé que la pension de veuve d'invalidé du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est payable en priorité. Aussi, la pension militaire de réversion ou la fraction de cette pension attribuée à la veuve sera servie sous déduction des sommes payées au titre de sa pension de veuve d'invalidé.

En cas de modification de la situation familiale (expiration d'une pension temporaire d'orphelin, par exemple), il appartient au comptable de prendre l'attache du service des pensions afin qu'il lui notifie le nouveau pourcentage du traitement ou de la solde de base qui doit être attribué à chacun des ayants cause.

Pour ce faire, il est indispensable de suivre ces dossiers particuliers dans l'échantillon permanent du centre régional des pensions.

4. RÉMUNERATION DE L'INVALIDITÉ DU FONCTIONNAIRE OU DU RETRAITÉ

4.1. ALLOCATIONS TEMPORAIRES D'INVALIDITÉ

L'application des dispositions de la loi portant réforme des retraites implique que les ATI doivent être revalorisées en fonction de la position administrative de leurs titulaires.

Désormais, les ATI versées à des personnes encore en activité et celles versées à des personnes retraitées ou radiées des cadres seront revalorisées de manière distincte.

C'est ainsi que le décret n° 2004-618 du 23 juin 2004, dont les dispositions entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2004, prévoit que la revalorisation des ATI servies à des personnes radiées des cadres, qu'elles soient retraitées de la fonction publique ou d'un autre organisme, sera effectuée en vertu des dispositions de l'article L.16 du code des PCMR.

Le montant de ces ATI évoluera donc au 1^{er} janvier de chaque année suivant le pourcentage d'augmentation applicable aux pensions de retraite.

S'agissant des ATI dont bénéficient les personnes exerçant encore une activité, les modalités pratiques de leurs revalorisations feront l'objet d'une instruction spécifique car le dispositif juridique devant être appliqué n'est pas, à ce jour, totalement déterminé.

C'est pourquoi, dans l'attente d'une modification de la réglementation, les ATI des *actifs* continueront d'être calculées sur la base de l'indice majoré 216 (indice brut 169 au 1^{er} juillet 2004) et revalorisées selon l'augmentation de la valeur du point fonction publique.

Pour permettre la gestion des ATI, il est créé une nouvelle rubrique dans le fichier SA, en partie 00, des allocations temporaires d'invalidité, dans laquelle est porté le code F "fonctionnaire" ou R "retraité" selon le statut du titulaire à la date du 31 décembre 2003.

Ce code sera renseigné à chaque nouvelle concession d'une ATI. Au jour de la radiation des cadres du titulaire de l'allocation, il appartiendra au comptable assignataire de la retraite de prendre en charge le paiement de l'allocation accordée à titre définitif si celle-ci est assignée chez un autre comptable, puis de substituer le code R au code F dans le SA00 de l'allocation tout en inscrivant la date de radiation des cadres dans le SA10.

Le montant de l'avantage sera alors bloqué sur la valeur servie au jour de la radiation des cadres, puis revalorisé chaque 1^{er} janvier suivant le pourcentage d'augmentation applicable aux pensions de retraite.

Si l'allocation n'a pas été attribuée à titre définitif mais provisoire, son versement devra être suspendu dans l'attente de son renouvellement éventuel à titre définitif par le service des pensions.

4.2. RENTES VIAGÈRES D'INVALIDITÉ

La loi portant réforme des retraites n'a pas modifié le mode de calcul de la rente viagère d'invalidité accordée au fonctionnaire civil radié des cadres pour une invalidité résultant de l'exercice de ses fonctions : le montant de la rente s'obtient en multipliant le pourcentage d'invalidité précisé sur le titre de pension par le traitement retenu pour le calcul du principal de la pension.

L'existence éventuelle d'une minoration ou d'une majoration de la pension est sans incidence sur le montant de la rente accordée.

De même, le principe de l'écèlement des différents éléments de la pension est maintenu lorsque le montant du traitement ou de la solde de base est supérieur à un certain seuil. A compter du 1^{er} janvier 2004, ce seuil de référence n'est plus égal au triple du minimum garanti mais au montant afférent à l'indice majoré 681 à la date du 1^{er} janvier 2004, revalorisé dans les conditions prévues à l'article L.16 du CPCMR.

Le montant de référence applicable en matière d'écèlement évoluera donc annuellement, proportionnellement à l'augmentation des pensions de retraite.

Il est précisé que la revalorisation de 1,5 % fixée pour l'année 2004, avec effet au 1^{er} janvier 2004, ne s'applique pas à l'indice précité.

Aussi, pour l'année 2004, les comptables retiendront la valeur correspondant au traitement afférent à l'indice majoré 681 au 1^{er} janvier 2004, soit 2 993,89 € mensuels (35 926,70 € annuels). Ce montant sera augmenté chaque 1^{er} janvier suivant du pourcentage d'augmentation applicable aux pensions de retraite.

Le mode d'écèlement des différents éléments de la pension, c'est-à-dire du montant principal, de la rente invalidité et, le cas échéant, de la majoration pour enfants, demeure quant à lui inchangé, avec un écèlement proportionnel au montant qu'aurait atteint chacun d'eux en l'absence de tout plafonnement et en ne comptant que pour le tiers la fraction dépassant la valeur de l'indice majoré 681 au 1^{er} janvier 2004, majorée des revalorisations retraite ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2005.

4.3. MAJORATION SPÉCIALE POUR TIERCE PERSONNE

En application de l'article L.30 alinéa 2 du CPCMR, le montant de la majoration spéciale pour tierce personne est égal au traitement brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article 1^{er} du décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948, lequel correspond également au montant du minimum garanti à taux plein attribué jusqu'au 31 décembre 2003.

Le législateur entendait ainsi accorder une majoration spéciale pour tierce personne d'un montant égal à celui du minimum garanti.

Or, la loi portant réforme des retraites a modifié le traitement de référence du minimum garanti, en disposant que ce dernier est égal à tout ou partie du montant de l'indice majoré 227 au 1^{er} janvier 2004, revalorisé dans les conditions prévues à l'article L.16.

Afin de tenir compte de cette évolution législative et de maintenir un lien entre le montant de la majoration spéciale pour tierce personne et celui du minimum garanti, l'article L.30 devrait être prochainement modifié pour que soit substituée à la notion de « traitement brut afférent à l'indice 100 prévu par l'article 1^{er} du décret n°48-1108 du 10 juillet 1948 » la notion de « valeur de l'indice majoré 227 au 1^{er} janvier 2004, revalorisé dans les conditions prévues à l'article L.16 ».

L'entrée en vigueur du nouveau texte devrait être fixée rétroactivement au 1^{er} janvier 2004.

Dans l'attente de la parution du texte, et afin d'éviter des régularisations rétroactives, une circulaire commune du Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire, en date du 8 janvier 2004, enjoint aux comptables de payer dès le 1^{er} janvier 2004 la majoration spéciale pour tierce personne sur la base de la valeur de l'indice majoré 227 au 1^{er} janvier 2004.

Il est précisé que la revalorisation de 1,5 % décrétée pour l'année 2004, avec effet au 1^{er} janvier 2004, ne s'applique pas à l'indice de référence de la majoration spéciale pour tierce personne.

Aussi, pour l'année 2004, le montant de la majoration spéciale pour tierce personne est fixé à 997,96 € mensuels (11 975,57 € annuels). Il sera augmenté chaque 1^{er} janvier suivant du pourcentage d'augmentation applicable aux pensions de retraite.

5. AUTRES DISPOSITIONS

5.1. SAISSABILITÉ ET CESSIBILITÉ DES PENSIONS DE RETRAITE

Aux termes du nouvel article L.56 du CPCMR, instauré par la loi portant réforme des retraites, les pensions de retraite deviennent cessibles et saisissables dans les conditions prévues à l'article L.355-2 du code de la sécurité sociale, c'est-à-dire dans les mêmes conditions et selon les mêmes quotités que les salaires.

La pension peut toutefois être saisie en totalité, réserve faite du tiers du minimum garanti prévu à l'article L.17 du CPCMR, lorsque la saisie a pour objet d'exécuter des condamnations à des réparations civiles ou à des frais dus aux victimes et que ces condamnations ont été prononcées à l'encontre d'une personne jugée coupable de crime ou de complicité de crime contre l'humanité.

L'entrée en vigueur des nouvelles dispositions a été fixée au jour de publication de la loi portant réforme des retraites, soit le 22 août 2003.

Les modalités de mise en œuvre de cette nouvelle réglementation feront l'objet d'une instruction particulière, à laquelle les comptables sont invités à se référer.

5.2. SUPPRESSION DE CAUSES DE SUSPENSION DES PENSIONS DE RETRAITE

La loi portant réforme des retraites abroge les articles L.58 et L.59 du CPCMR, dans lesquels étaient énumérées les causes de suspension du droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension civile ou militaire de retraite (perte de la nationalité française, révocation avec suspension des droits à pension, condamnation à une peine afflictive ou infamante pendant la durée de la peine, révocation ou mise à la retraite d'office suite à détournement ou malversations relatives au service).

Les comptables procéderont à la remise en paiement des pensions suspendues uniquement sur production d'un certificat de levée de suspension émis par le service des pensions.

Il est rappelé aux comptables qu'en cas d'incarcération d'un pensionné, le paiement de la pension doit être effectué sur le compte du greffier-comptable de l'établissement pénitentiaire, et non sur le compte personnel du pensionné.

En outre, les suppressions éventuelles pour concubinage, remariage, absence ou cumul de pension et de rémunération sont maintenues.

5.3. CUMULS PENSION/RÉMUNÉRATION ET PENSION/PENSION

5.3.1. Cumul pension – rémunération

Le cumul d'une pension et d'une rémunération servie par un organisme privé, une association de type « loi de 1901 » et certains organismes publics tels La Poste, France Telecom, EDF/GDF, la SNCF ou la RATP, est autorisé en intégralité.

Le cumul d'une pension et d'une rémunération servie par un employeur public autre que ceux susvisés est désormais admis en fonction du seul montant de la pension. En effet, la rémunération annuelle perçue par le retraité ne doit pas dépasser un montant fixé par décret augmenté du tiers du montant brut de la pension servie. En cas de dépassement de ce plafond, seul l'excédent de la pension est déduit, après application d'un abattement égal à la moitié du minimum garanti correspondant à quarante ans de services.

Par exception, le cumul intégral est autorisé pour les militaires ayant atteint leur limite d'âge, les sous-officiers titulaires d'une pension rémunérant moins de 25 ans de services, les titulaires d'une pension civile d'invalidité et les retraités ayant atteint leur limite d'âge avant le 1^{er} janvier 2004.

Les comptables continueront, comme par le passé, de saisir le Service des Pensions (bureau 1D) des cas qu'ils estiment litigieux, pour instruction, et de suspendre le versement de tout ou partie de la retraite sur production par le service des pensions d'un certificat de suspension.

En effet, il est rappelé que dans tous les cas où il y a lieu à suspension ou réduction de la pension, cette mesure doit être opérée ou régularisée au vu d'un certificat établi par le Service des Pensions (article R 95 du CPCMR).

5.3.2. Cumul de deux pensions

A compter du 1^{er} janvier 2004, le cumul d'une pension de l'Etat et d'autres pensions rémunérant des périodes concomitantes est possible sans aucune restriction, sauf en cas de pension servie au titre d'une période de détachement. Toutefois, les fonctionnaires détachés à l'étranger ou auprès d'un organisme international avant le 1^{er} janvier 2002, qui n'ont pas demandé le remboursement des retenues pour pension versées au régime français pendant leur période de détachement, peuvent cumuler intégralement leurs deux pensions.

Par ailleurs, la pension de réversion acquise à la suite du décès d'un conjoint ayant exercé dans une administration de l'Etat devient cumulable avec une pension obtenue suite au décès d'un autre conjoint ayant exercé au sein de la SNCF, de EDF/GDF, de la RATP, de la Poste ou de France Télécom.

Les suspensions de pensions effectuées au titre de l'ancienne législation ne pourront être levées par les comptables que sur production par le service des pensions du certificat de levée de suspension correspondant.

5.3.3. Cumul de minimums garantis

L'application des dispositions de l'article 6 de la loi n° 83-430 du 31 mai 1983 relatives au cumul de pensions personnelles de retraite élevées au minimum garanti, a fait l'objet de l'instruction n° 87-66 B3 du 22 mai 1987. Or, ces dispositions, codifiées à l'article L 173-2 du code de la sécurité sociale, ont été abrogées à compter du 1^{er} janvier 2004 par l'article 26-II de la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites.

Dès lors, elles ne sont pas applicables aux pensions soumises aux dispositions du "nouveau code" issu de la loi du 21 août 2003. Il n'y a donc pas lieu de tenir compte de la mention "pourcentage indice 100 réduit – article 6 loi n° 83-430 du 31 mai 1983" qui aurait pu être portée, par erreur, sur les titres des pensions concernées.

Bien entendu, pour les situations antérieures (pensions de l'ancien code), il convient de continuer à faire application de l'instruction précitée du 22 mai 1987.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

B. SOULIE

ANNEXE N° 1 : Durée des services requise de 2004 à 2008 pour obtenir une retraite à taux plein

Année d'ouverture du droit au paiement de la pension	Durée des services (en trimestres)
2004	152
2005	154
2006	156
2007	158
2008	160

ANNEXE N° 2 : Taux du coefficient de minoration de 2006 à 2020

Année d'ouverture du droit au paiement de la pension	Coefficient de minoration par trimestre	Age auquel le coefficient de minoration s'annule
2006	0,125 %	Limite d'âge moins 16 trimestres
2007	0,25 %	Limite d'âge moins 14 trimestres
2008	0,375 %	Limite d'âge moins 12 trimestres
2009	0,5 %	Limite d'âge moins 11 trimestres
2010	0,625 %	Limite d'âge moins 10 trimestres
2011	0,75 %	Limite d'âge moins 9 trimestres
2012	0,875 %	Limite d'âge moins 8 trimestres
2013	1 %	Limite d'âge moins 7 trimestres
2014	1,125 %	Limite d'âge moins 6 trimestres
2015	1,25 %	Limite d'âge moins 5 trimestres
2016	1,25 %	Limite d'âge moins 4 trimestres
2017	1,25 %	Limite d'âge moins 3 trimestres
2018	1,25 %	Limite d'âge moins 2 trimestres
2019	1,25 %	Limite d'âge moins 1 trimestre
2020	1,25 %	

ANNEXE N° 3 : Calcul du minimum garanti de 2004 à 2013

Année de liquidation	Taux garanti pour une pension rémunérant 15 ans de services	Indice majoré de référence ¹⁰	Nombre de points supplémentaires	Par année de services de 15 à	Et, par année au-delà de cette dernière durée jusqu'à 40 ans
2004	59,7 %	217	3,8	25 ans et demi	0,04
2005	59,4 %	218	3,6	26 ans	0,08
2006	59,1 %	219	3,4	26 ans et demi	0,13
2007	58,8 %	220	3,2	27 ans	0,21
2008	58,5 %	221	3,1	27 ans et demi	0,22
2009	58,2 %	222	3	28 ans	0,23
2010	57,9 %	223	2,85	28 ans et demi	0,31
2011	57,6 %	224	2,75	29 ans	0,35
2012	57,5 %	225	2,65	29 ans et demi	0,38
2013	57,5 %	227	2,5	30 ans	0,5

¹⁰ Montant au 1^{er} janvier 2004, revalorisé dans les conditions de l'article L.16 à compter du 1^{er} janvier 2005.

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

ISSN : 0984 9114